

Par Mariana Mazzucato

Professeur et Directrice-fondatrice, Institute for Innovation and Public Purpose, University College London.

Politique d'innovation et politique industrielle axées sur des missions

Le monde doit faire face à d'immenses défis concernant la santé et le climat, et la structure de nos économies a conduit à faire passer, pendant trop longtemps, les objectifs à court terme avant ceux à long terme. Nous avons besoin d'un changement radical, qui consisterait à mettre les défis au cœur de l'économie, plutôt que d'envisager d'un côté la croissance économique et de l'autre les solutions aux problèmes sociaux. À cette fin, il est utile de réfléchir au rôle des politiques axées sur les défis – c'est-à-dire des politiques qui s'appuient sur l'investissement et l'innovation pour résoudre les problèmes difficiles (Mazzucato, Kattel et Ryan-Collins, 2019).¹⁶

On assiste dans le monde entier à un renouveau des stratégies industrielles qui devraient être utilisées pour orienter les économies vers la résolution des difficultés les plus importantes grâce à l'innovation et à l'investissement (Mazzucato, Kattel et Ryan-Collins, 2019; Mazzucato, 2018a). En fixant des missions bien définies pour résoudre les problèmes importants, les décideurs peuvent influencer la direction que prend la croissance en faisant des investissements stratégiques et en utilisant des instruments de politique générale adaptés dans de nombreux secteurs différents.

Pour appliquer l'innovation aux problèmes, il convient de diviser ceux-ci en différentes tâches ou missions ambitieuses mais pragmatiques et réalisables (Mazzucato, 2018b) – des cibles concrètes qui pourront être utilisées pour encadrer et stimuler

l'innovation. L'utilisation de projets pour orienter la stratégie industrielle nationale ou la politique d'innovation implique de moins se concentrer sur les secteurs – comme l'industrie automobile ou aérospatiale, ou encore les télécommunications, comme on a pu le voir par le passé avec des politiques "verticales" – et davantage sur les problèmes de société qui touchent tout le monde.

Un exemple d'un tel cadre axé sur les missions est le programme de R-D de l'Union européenne Horizon Europe, dans le cadre duquel environ 100 milliards d'€ seront attribués à 5 domaines, comme indiqué dans mon rapport pour la Commission européenne, *Mission-Oriented Innovation Policy: Challenges and Opportunities* (Mazzucato, 2018b). En juillet 2019, j'ai publié un second rapport, intitulé *Governing Missions in the European Union*, qui portait sur 3 domaines principaux : la manière dont les citoyens peuvent participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des missions; les outils dont le secteur public a besoin pour favoriser un environnement dynamique pour l'innovation; et la manière dont un financement axé sur les missions peut permettre de mobiliser d'autres types de financements (Mazzucato, 2019).

Les objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD) représentent aussi une formidable occasion de diriger l'innovation vers la résolution de multiples problèmes sociaux et technologiques, et de répondre ainsi à la nécessité impérieuse de créer des sociétés plus justes, plus inclusives et plus durables.

À l'heure actuelle, en pleine crise de la COVID-19, le monde doit d'une part se remettre du choc économique causé par la COVID-19 et d'autre part opérer la transition vers une économie sobre en carbone. Ces défis ne sont pas distincts. La COVID-19 a entraîné une réponse ambitieuse des États et, pour que la stratégie industrielle verte soit un succès, il sera nécessaire de repenser, à une échelle similaire, les négociations entre pouvoirs publics et entreprises. Il est essentiel d'adopter des stratégies dans le cadre desquelles les risques et les bénéfices sont partagés équitablement entre tous les acteurs pour encourager les investissements dynamiques et durables qui sont nécessaires sur toute la durée d'un processus d'innovation long et incertain et pour aboutir à une relation de symbiose et de collaboration entre les secteurs public et privé.¹⁷ Le paradigme actuel de mutualisation des risques et de privatisation des bénéfices doit être remplacé par un modèle dans lequel un investissement public aboutit à un gain public.

Si les gouvernements doivent adopter pleinement cette approche volontariste de l'innovation et de la politique industrielle, ils devront apprendre à bâtir de nouveaux types de collaborations public-privé pour le bien public et à utiliser la politique industrielle à cette fin. Il faudra pour cela utiliser des outils tels que les marchés publics et les financements stratégiques à long terme, mais aussi réfléchir aux façons de faire qui prévalent actuellement dans les institutions publiques.